

DÉVELOPPEMENT DURABLE

# Stéphanie Jacquin : « Sans argent les ONG ne peuvent pas fonctionner ! »



■ Stéphanie Jacquin, manager de We-Recycle a quitté le secteur privé pour une carrière au sein de la société civile.

La manager de l'association We-Recycle tire la sonnette d'alarme sur la situation urgente de la gestion des déchets à Maurice et sur le manque de moyens financiers et humains des ONG pour faire face à un problème affectant la santé publique et relevant directement de la responsabilité de l'État.



■ La levée de fonds sur smallstepmatters.org vise la sensibilisation de 11 550 élèves des écoles publiques entre janvier et juin 2025.

Quelles sont les attentes de We-Recycle pour les cinq prochaines années ?

We-Recycle est fortement présente dans le domaine de la sensibilisation aux gestes du tri des déchets. Nous attendons que le nouveau gouvernement reconnaisse le besoin urgent de sensibiliser toute la population sur le tri sélectif. Pour les écoles, nous demandons une place prépondérante pour le thème du tri des déchets dans le cursus scolaire. Et, bien entendu, que tout soit prévu en amont en termes d'infrastructure pour la collecte. Mare-Chicose est une urgence nationale. Le *landfill* est saturé. Qu'allons-nous faire quand les *transfer stations* vont se retrouver aussi sans espace ? Qu'allons-nous faire avec nos déchets ? Arrêter les ramassages, laisser les rats propager des maladies ? Au-delà du problème environnemental, il y a une dimension inquiétante de santé publique qui entre en jeu.

Pour former la population au tri, vos supports pédagogiques sont prêts ?

Tout à fait, We-Recycle a fait beaucoup de sensibilisation pour les enfants et les adultes, notamment dans nos principales régions de collecte, à savoir les districts de Rivière-Noire et de Savanne. En 2023, nous avons touché 3 451 élèves du primaire et en 2024, notre campagne à travers l'île nous a permis de sensibiliser 8 999 élèves. Nous avons des programmes spécifiques pour les étudiants du secondaire, pour les entreprises (ateliers express de 45 minutes ainsi qu'une formation qui est approuvée par la MQA), et pour les communautés vulnérables, souvent davantage exposées au problème de mauvaise gestion des déchets.

Pour votre ONG, les enfants sont-ils de réels pres-

cripteurs de comportements sur les adultes qui les entourent ?

Oui exactement. D'abord, les enfants vont garder toute une vie les gestes acquis petits, comme des bonnes habitudes ancrées dans leur mode de fonctionnement au quotidien. Puis les enfants vont pointer du doigt les mauvais comportements des adultes. Plus généralement, nous observons que la jeunesse porte davantage les messages écologiques, que ce soit en termes d'économie d'énergie, d'eau... Les enfants se sentent concernés ! Comme nous, ils attendent de pouvoir mettre en application le tri sélectif, tant à l'école qu'à la maison.

Chacun de vos projets fait l'objet d'étude d'impact ?

Effectivement, pour We-Recycle c'est primordial de collecter des déchets triés préalablement... et des données ! C'est important de comprendre les comportements des citoyens et les freins derrière l'adoption de certains comportements. Par exemple, dans les écoles, les professeurs nous ont dit que les enfants se désintéressent du tri car au final tout part dans le même camion dans la même direction : le dépotoir...

Après chaque sensibilisation, nous collectons des données auprès des maîtres d'école. Cela constitue une base concrète d'information, que nous avons fait remonter cette année au ministère de l'Environnement et au ministère de l'Éducation. Mais je vous l'accorde et je l'accorde aux enfants, il y a des limites à notre travail. Une ONG ne peut pas apporter des solutions concrètes en termes d'infrastructure et de ramassage des déchets sur une échelle nationale.

Quelle est l'envergure de votre projet touchant

les écoles publiques ?

L'an dernier, nous avons touché les classes de Grade 1 à 6 dans les districts de Rivière-Noire et Savanne. Cette année, nous avons ciblé les classes de Grade 5 à travers toute l'île. En 2025, grâce à la levée de fonds en cours sur la plateforme de financement solidaire [www.smallstepmatters.org](http://www.smallstepmatters.org), nous visons 11 500 élèves de Grade 5 et 6 avec une collecte totale de Rs 550 000. Mais idéalement, nous recherchons Rs 1,4 million pour toucher 18 000 enfants avec notre équipe qualifiée d'éco-éducateurs, à travers le pays.

Malheureusement au jour du jour, votre budget n'est pas réuni...

D'où cet appel national urgent aux donateurs, aux citoyens et aux entreprises avec les contributions CSR pour lever les fonds à travers [smallstepmatters.org](http://smallstepmatters.org). Les semaines qui viennent sont déterminantes car notre projet débutera en janvier, avec la rentrée scolaire, et se concentrera sur les six premiers mois de l'année, avant que les élèves n'entrent dans la période cruciale des révisions et des examens.

Des préparations aux examens qui sont justement impactées par le changement climatique, avec les fortes pluies, les inondations, les jours sans école... Les enfants ont-ils conscience des effets concrets sévères du réchauffement climatique sur leur vie ?

Dans le programme du primaire, le syllabus général aborde les *flash floods* et les effets des températures extrêmes, mais il n'y a pas assez d'accent sur les effets dévastateurs du réchauffement climatique, considérant que nous sommes un État insulaire, donc que nous sommes

davantage impactés que d'autres pays par ces problématiques-là. Au secondaire, je trouve les adolescents mieux informés, grâce aux nombreuses initiatives, telles que la *Deba Klima* de la MCB.

La banque MCB, très investie dans le développement durable est-elle un de vos donateurs ?

Oui, la MCB ainsi que la Fondation Taylor Smith, la Fondation ABC, la NSIF (National Social Inclusion Foundation), UK Mauritius Charity Trust Fund, Medscheme International, Vistra Limited, Canal+ Contact, et Goodwill Distribution, entre autres.

Malgré ces nombreux soutiens et la vente de certains déchets plastiques, la situation financière de l'association est difficile ?

Effectivement. Très difficile, car nous nous chargeons également de la collecte des déchets triés des poubelles du *District Council* dans le district de Rivière-Noire, sans compensation. Sans argent, les ONG ne peuvent pas fonctionner. Nous devons rémunérer nos employés, nos chauffeurs, nos éco-éducateurs et bien entendu, en suivant la loi, donc en prenant en compte les augmentations salariales dues. Notre cas n'est pas isolé au sein de la société civile, qui souffre beaucoup actuellement.

Malgré les difficultés, à titre personnel, c'est important pour vous d'œuvrer au sein de la société civile ?

J'ai aussi travaillé dans le secteur privé, mais en maintenant toujours un lien avec la société civile. Par exemple, à travers du volontariat pour la Jeune Chambre de Beau-Bassin/Rose-Hill. En tant qu'analyste en développement durable pour EcoVadis, je poursuivais mon centre d'intérêt pour le social et la protection de l'environnement. C'est important que mes choix de vie personnels et professionnels aient un impact positif sur les communautés qui m'entourent.

Pour We-Recycle, le secteur du développement durable sera-t-il sans conteste créateur de nombreux emplois à l'avenir pour le pays ?

SOUTENIR WE-RECYCLE EN QUELQUES CLICS

Chaque donation compte pour faire avancer la sensibilisation de l'ONG We-Recycle dans les écoles publiques à partir de la rentrée de janvier. La contribution par une compagnie à travers la plateforme solidaire [Smallstepmatters.org](http://Smallstepmatters.org), quel que soit le projet choisi, donne lieu à un justificatif CSR. Contact : [manager@smallstepmatters.org](mailto:manager@smallstepmatters.org).

• Par virement bancaire - Compte MCB Small Step Matters : 000444289887, en précisant la référence du projet : We-Recycle ou Ref. 113181

• Via Juice à travers l'option «Pay a merchant» (Small Step Matters) avec le nom du projet ou la référence.

Dépendant les orientations politiques, qui seront motrices de développement dans le secteur ou pas. À We-Recycle, nous avons créé quatre emplois pour couvrir plus de 140 points de collecte. Plusieurs études ont déjà été réalisées sur cette question des perspectives d'emploi. L'ancien gouvernement a élaboré une *roadmap* de l'économie circulaire, Business Mauritius et la Chambre de commerce se sont aussi penchés sur la question avec des prévisions pour les années à venir. Il y a énormément de créativité de la part des entrepreneurs mauriciens, beaucoup de marchés, d'opportunités. Mais pour que tout cela se matérialise concrètement, il faudra un soutien aux filières pour se structurer. Par exemple, tant que le tri des déchets ne sera pas instauré sur une base nationale, nous n'aurons pas de visibilité sur le nombre de kilos récoltés donc sur le potentiel réel des activités liées aux recyclages et aux business reposant sur l'*upcycling*.